

ANDRÉ KOULBERG*

L'ANTIFASCISME EN FRANCE HIER ET AUJOURD'HUI.
QUESTIONS D'INTERPRÉTATION

Que représente l'antifascisme en France aujourd'hui ? À se fier aux publications consacrées au sujet, on est tenté de répondre qu'il ne représente presque rien. Alors que le chercheur qui explore la question du fascisme trouve, en France, de très nombreuses publications, si nombreuses qu'il ne peut tout lire, lorsqu'il s'agit de l'antifascisme la situation s'inverse. Les ouvrages d'ensemble sont rares. La dernière grande synthèse est l'*Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939* de Jacques Droz, en 1985¹. En 2001, au lieu d'une nouvelle étude, c'est encore le vénérable livre de Droz qui est réédité². Les articles eux-mêmes sont beaucoup moins nombreux que ceux consacrés au fascisme. D'où vient cette étonnante désaffection ?

Ces dernières années la notion d'antifascisme est devenue particulièrement problématique, notamment en France, un concept « bien fatigué » selon Marcel Gauchet³. Dès les années 1950, René Rémond s'en prenait à ceux qui employaient « trop souvent sans discernement [...] la notion de fascisme⁴ ». On aura reconnu dans ce personnage « sans discernement » l'antifasciste. L'ouvrage fera autorité, sans proscrire l'usage des termes « fascisme » et « antifascisme » notamment dans les rangs de la gauche communiste. Le débat rebondit au début des années 1980 pour deux raisons.

La première est la publication des livres de Zeev Sternhell⁵. Ces livres débusquent la présence d'idées fascistes dans des courants de pensée typiquement français (syndicalistes révolutionnaires, nationalistes de la fin du XIX^e siècle, etc.), une rupture totale avec les idées de René Rémond, persuadé que le fascisme était toujours resté marginal en France. Il existe une deuxième raison. Le Front national émerge sur la scène publique à partir de 1983. Les mobilisations contre ce parti, situé à l'extrême droite de l'échiquier politique, se font très souvent au nom de l'antifascisme (des manifestations de rue où résonne le slogan « Le Pen fasciste », aux salons « du livre antifasciste » qui se succèdent de 1993 à 1999⁶).

Cet antifascisme suscitera aussitôt la critique. Pierre André Taguieff l'interprètera comme une forme de surenchère, naïve et inefficace, « rhétorique plombée issue de la vieille culture antifasciste⁷ ». Partant d'une qualification erronée de l'adversaire (le Front national dénoncé comme « fasciste » alors qu'il n'est, selon Taguieff, que « national populiste⁸ »), les antifascistes se trouveraient incapables de contenir son ascension.

L'OFFENSIVE DES HISTORIENS

Cette récusation est amplement confirmée par les analyses de plusieurs historiens français déclarant avec autorité qu'il n'y a plus de sens à s'affirmer antifasciste dans la société actuelle, car le fascisme caractérise des sociétés du passé, un passé révolu. Pierre Milza déclare qu'« en tant que phénomène historique d'envergure inséré dans son époque [...], le fascisme appartient bel et bien au passé de nos sociétés⁹ », tandis qu'Henry Rousso se rallie à François Furet, Alain Besançon ou Stéphane Courtois, lorsque ceux-ci pensent que « l'antifascisme continue de prospérer en dépit de la disparition de sa cible depuis plus d'un demi-siècle¹⁰ ». La critique de quelques historiens reconnus, publiant de nombreux travaux au cours de la même période en France¹¹, va encore plus loin. Ce ne sont pas seulement les antifascistes actuels qui se trompaient et nous trompaient mais, déjà, les antifascistes des années trente. Bien que les argumentaires de ces historiens soient différents, leurs analyses aboutissent toutes à dresser une typologie des courants et régimes politiques (de type autoritaire, national-populiste, bonapartiste, fasciste, nazi, etc.). Cette description distingue et oppose les divers courants que les antifascistes amalgamaient sous une même définition, le fascisme. L'antifascisme n'apparaît plus que comme un slogan naïf ou manipulateur.

La piste de la manipulation politique a été empruntée par François Furet¹². Il présente l'antifascisme comme une illusion entretenue par les communistes afin d'éviter la dénonciation de leurs crimes. Le mot d'ordre est donc non seulement faux mais criminel, une sorte de cheval de Troie idéologique rendant les consciences démocratiques vulnérables à la persuasion et aux manœuvres communistes totalitaires.

Ce dernier point de vue a soulevé de nombreuses objections, mais les typologies des historiens – empruntées pour l'essentiel aux sciences politiques – se sont imposées. Elles sont très souvent reproduites sans nuance¹³. Il existe certes des voix dissidentes comme celle de l'historien américain Robert Soucy, contestant la classification des historiens français (les ligues des années trente sont bien fascistes selon lui, même les Croix de feu¹⁴), ou celle du sociologue Michel Dobry, contestant le principe même de la classification¹⁵, mais la conception des historiens est restée dominante.

Les raisons de la désaffection éditoriale envers l'antifascisme apparaissent plus clairement maintenant. Alors que le fascisme garde une pertinence, du moins lorsqu'il qualifie les régimes nazis ou mussoliniens, l'antifascisme n'apparaît plus au bout de ces analyses que comme une qualification trompeuse nous orientant sur une fausse piste, hier et aujourd'hui.

LA VIGILANCE ANTIFASCISTE

Les antifascistes étaient-ils donc si naïfs ?

Nos évidences acquises nous feraient répondre « oui » sans hésiter, mais nous prendrons malgré tout la précaution d'écouter ce qu'ils avaient à dire et d'interroger leur démarche. Nous sommes rapidement dépaysés. Aux typologies des historiens plus ou moins figées répond non seulement ou prioritairement une autre classification, mais une autre perspective d'ensemble où les différentes formations « fascistes » naissent un peu partout, se transformant sans cesse, s'empruntant rites et idées sans qu'on puisse savoir où elles s'arrêteront et si elles s'arrêteront.

Fixer un type définitif sur chaque courant ou sur chaque régime, comme le font les historiens, n'est pas aisé dans ces conditions. Quel discours tenir devant une réalité si mouvante ? Les antifascistes, comme tout le monde à cette époque, remarquent qu'apparaissent dans de nombreux pays d'Europe des mouvements ultranationalistes et autoritaires qui manifestent une surprenante capacité à mobiliser les masses. Ils nomment cette mouvance assez composite « le fascisme ». Mounier, qui sera à leurs côtés à certaines périodes, dit qu'« aujourd'hui il y a la tentation fasciste [...] sur le monde entier¹⁶. »

La représentation que se font de ce fascisme des hommes comme Léon Blum, dès 1933, est celle d'une dynamique générale particulièrement inquiétante qui touche des secteurs entiers de la population. À la conférence de l'Internationale ouvrière socialiste (août 1933), il compare le fascisme à une contagion à laquelle il faut trouver une riposte politique (des mesures sociales) qui permette que s'effectue une sorte de contre-contagion : « c'est par cette politique que nous pouvons préserver du fascisme les États qui ne sont pas encore atteints, cerner et réduire peu à peu les îlots fascistes qui se sont dès à présent installés en Europe et mener la guerre contre le régime qui tyrannise aujourd'hui un certain nombre de pays¹⁷. » Cette impression d'une possible déferlante fasciste est partagée par les militants de Pont-l'Abbé (Finistère) en février 1931. Ils se disent « décidés à opposer une digue infranchissable à la vague déferlante du fascisme oppresseur et meurtrier¹⁸. »

Face à cet « ouragan fasciste¹⁹ » qui a déjà créé la surprise et le drame dans plusieurs pays, ce qui importe le plus c'est de savoir repérer, de décrypter à temps, un péril de ce type, notamment en France, et de tout faire pour le contenir. Ce sont effectivement les tâches que va se fixer le mouvement antifasciste français : la vigilance et la résistance.

Les deux thématiques, omniprésentes à partir de 1933, constituent le noyau central de la démarche antifasciste en France. La vigilance se trouve inscrite dans l'intitulé du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) qui s'est donné pour tâche d'alerter les Français sur les dangers fascistes et notamment là où ils sont difficiles à repérer. « Notre vigilance s'exerce sur les armements, sur la propagande et sur la pression fasciste. Notre lutte intellectuelle est menée contre les erreurs que répandent dans la nation les fascistes avoués ou camouflés, et ceux qui servent leur cause inconsciemment ou non²⁰. »

Il faut donc déceler toutes les manifestations de fascisme, aussi peu visibles et conscientes qu'elles soient, avant qu'elles ne prennent la dimension d'un raz de marée. C'est la vigilance. Et là où un risque de contagion se manifeste, il est nécessaire de rassembler les forces sans délai pour endiguer cette vague. C'est la résistance. Blum, après le 6 février 1934, parle de « forces déchainées » et appelle à la résistance : « la masse des travailleurs, ouvriers et paysans doit organiser la résistance²¹ ». La résistance est la vigilance mise en pratique.

Singularité du regard antifasciste

Cette façon d'envisager les réalités émergentes du fascisme est en même temps une façon de les appréhender totalement opposée à celle des historiens déjà mentionnés. Ceux-ci, pour nommer les types de régimes, auront tendance à comparer les formes achevées de chaque type (sauf pour les descriptions en étapes sur lesquelles nous reviendrons). Comme le remarque Michel Dobry, on ne songe pas à associer le fascisme au suffrage universel et aux élections, auxquelles Mussolini aussi bien qu'Hitler ont pourtant participé, tandis que dans le cas du PSF (Parti social français), l'engagement électoral de la fin des années trente est souvent évoqué pour mettre en évidence sa véritable nature, démocratique et totalement opposée au fascisme²².

Ce traitement différencié en fonction de ce qui est considéré comme la nature propre, l'état achevé, d'un courant politique, met en lumière les facilités que peut se donner le regard rétrospectif jugeant en fonction de la place qu'occupe déjà chaque mouvement dans sa classification. Et le rappel de très nombreux écarts – voire de déviations – (la participation aux élections des nazis et des fascistes, etc.), vis-à-vis de cette forme censée être authentique, nous rapproche du point de vue qui pouvait être celui des antifascistes précisément. Ici comme ailleurs, l'usage abusif de l'incontestable *privilege épistémique* que dispose le présent vis-à-vis du passé (quant à sa compréhension) peut conduire à des jugements erronés, voire injustes, sur ce passé même. Les historiens de métier, pourtant très attentifs aux dérives de l'anachronisme, se sont montrés ici peu vigilants. L'histoire de ces mouvements nommés « fascistes » pris dans toutes leurs dimensions, nous donne à voir des courants qui changent constamment (comme le démontre parfaitement Robert Paxton²³ après Pierre Milza²⁴), et présentent le plus

souvent des caractéristiques mêlant des traits propres à des régimes politiques différents. La querelle entre Michel Winock et Robert Souci au sujet de la nature du mouvement de De la Roque aurait-elle pris son caractère de querelle interminable²⁵ si ce mouvement ne présentait pas des traits divers relevant de courants politiques différents (conservateur, bonapartiste, fasciste, etc.) ?

Les antifascistes des années trente ne pouvaient pas faire abstraction de cette réalité multiforme, mouvante et impure – du point de vue de concepts typologiques construits après coup. Ils scrutaient une mouvance internationale en constante et rapide évolution. Ils combattaient, en particulier en France, des forces politiques n'ayant pas le pouvoir ni les moyens de montrer ce qu'elles étaient, peut-être, capables de faire. Ils ne pouvaient pas attendre de savoir à quelle hypothétique forme achevée elles aboutiraient, et les pronostics sur l'avenir des différentes formations restaient incertains. Qui pouvait prédire à coup sûr, à quel régime aboutirait l'Espagne combattant la République, avec son mélange détonnant de fascistes enfiévrés, phalangistes et de militaires plus traditionalistes ? Impossible de s'arracher à la contingence. Pour les antifascistes, la seule démarche possible était la « vigilance ». Il fallait repérer avant qu'il ne soit trop tard tous les groupements, partis, ligues, susceptibles d'imposer en France un régime dictatorial dont l'Italie Mussolinienne et l'Allemagne Hitlérienne représentaient les exemples les plus terrifiants.

Ce point de vue particulier, dû à la situation spécifique des années trente, a certainement contribué à forger un regard antifasciste singulier. Le crible utilisé pour appréhender le fascisme a des trous plus larges que celui des historiens. Il ne s'agissait pas alors de cibler un fascisme pur, parmi d'autres formations autoritaires qui seraient dénuées de danger « fasciste », mais de discerner quels sont les systèmes de pensée et les mouvements politiques qui risquaient de faire basculer un pays entier dans une forme très grave de dictature d'extrême droite. « Sus au fascisme sous toutes ses formes²⁶ », titrait le journal communiste orléanais *Le travailleur* juste avant le 6 février 1934.

LE CONTENU DU FASCISME

Donner au fascisme les traits d'une réalité mouvante et relativement large ne signifie pas que ses contours restent totalement flous (nous ne suivons pas ici l'opinion de Michel Dobry)²⁷. Sans fournir une définition unique et complète, les antifascistes se réfèrent malgré tout à un certain contenu du fascisme.

Le premier usage du mot fascisme dès les années vingt, comme le note Bruno Goyet²⁸, était d'en faire une insulte, une qualification chargée de délégitimer ses adversaires politiques. La gauche en fit un usage immodéré²⁹, plus largement, Mounier fustigeait le fascisme « de droite », « de gauche » et « d'extrême gauche »³⁰, et De la Roque lui-même, parodiant les communistes, dénonçait « les

mercenaires du fascisme moscovite³¹ ». Cet usage polémique massif, l'étiquette infamante « fasciste » appliquée à des courants politiques souvent définis aujourd'hui comme simplement autoritaires, a pu donner l'impression qu'il n'y eut aucun essai véritable d'appréhender objectivement le phénomène fasciste, surtout parmi les militants antifascistes. Pourtant, malgré la diversité des courants antifascistes³², un certain nombre de thèmes communs ressortent, faisant sens. Soyons attentifs aux discours des militants.

D'abord, le fascisme apparaît comme un courant politique neuf. L'utilisation systématique du nouveau vocable « fascisme » en témoigne. Même lorsqu'il est question de « réaction », il est précisé : « réaction fasciste ». La Conférence de l'Internationale ouvrière socialiste où Blum exprimait ses idées sur le fascisme avait pour thème « la stratégie et la tactique du mouvement ouvrier international dans une époque de réaction fasciste³³ ».

Ensuite, nous l'avons vu, ce mouvement paraît doué d'une efficacité redoutable, l'apparentant à une vague qui risque de tout submerger. Il est capable de concurrencer la gauche sur son terrain : les grandes mobilisations populaires. Le thème récurrent de la mystification des masses et de la propagande manipulatrice cherche à rendre compte de cette réalité déconcertante. « Le fascisme fait appel aux passions des hommes pour annuler leur intelligence critique : il maquille les faits ; il brouille les idées³⁴ », explique le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en 1934.

Tout cela est inquiétant, mais, plus grave encore, cet hypernationalisme agressif s'en prend aux libertés fondamentales et détruit ce qui constitue l'essence même de la vie. « Nous voulons conserver les libertés fondamentales, si héroïquement arrachées par nos aïeux, et sans lesquelles la vie n'est plus digne d'être vécue », proclame un appel de la CGT pour la manifestation du 9 février 1934³⁵. Du point de vue des antifascistes d'alors, « tous les fascistes de l'internationale [*sic*], il nous menace de tout ensanglanter³⁶ ». L'exaspération du sentiment national leur permet d'imposer des dictatures³⁷ sur lesquelles les antifascistes ne se font pas d'illusion évoquant les « camps de travail », les « bagnes » où l'on enferme les opposants, les « camps de concentration³⁸ ». Les valeurs universelles, les droits de l'homme, l'égalité devant la loi, tous ces principes, ainsi que tout sentiment humaniste, sont niés au nom de la communauté raciale³⁹, ou nationale. Malraux, jamais à court d'une belle formule, déclare : « Il est de la nature du fascisme d'être la nation et dans la nôtre d'être le monde⁴⁰. » Sont exaltées la force et la violence. Les néosocialistes eux-mêmes vantent l'État fort et puissant en 1933 devant Blum « épouvanté » qui discerne dans leurs prises de position des germes de fascisme⁴¹. Enfin et surtout, le fascisme érige un certain nombre de figures stéréotypées (le communiste, le juif, l'Allemand) en ennemis absolus, intimes, avec lesquels la guerre est inévitable. C'est encore Léon Blum qui décrit le plus clairement cette composante du fascisme en la comparant à l'état d'esprit

des ligues antisémites au moment de l'affaire Dreyfus⁴².

L'examen des divers discours, proclamations et interventions des militants antifascistes permet d'établir deux constats. D'abord, l'entité politique qu'ils visent n'a rien d'évanescant si l'on ne se focalise pas sur des *a priori* doctrinaux (le fascisme comme instrument du grand capital, etc.), mais sur ce que Michel Foucault a nommé des « stratégies discursives⁴³ » (l'organisation stratégique des énoncés par delà les opinions et les doctrines). Cette multiplicité de prises de position n'est pas totalement éclatée. Elle dessine un ensemble discursif et rhétorique relativement cohérent.

La mouvance nationale-autoritaire et identitaire que désignent les discours antifascistes apparaît comme une machine de guerre dirigée contre toutes les valeurs fondamentales progressistes, républicaines et humanistes autour desquelles se sont réunis (à partir de 1934 et l'infléchissement de la position communiste) différents courants antifascistes : les droits de l'individu, les valeurs universelles, les valeurs absolues de justice contre ceux qui accordent une valeur absolue à la nation, la citoyenneté démocratique contre l'autorité des chefs, etc. Le fascisme a révélé aux antifascistes jusqu'ici désunis, résume Pierre Jérôme, « qu'ils avaient quelque chose de commun : ce que le fascisme détruit et qu'ils veulent sauver de la destruction⁴⁴. »

Certes les positions de tous les antifascistes ne sont pas devenues limpides, les débats sur les procès de Moscou viendront le rappeler. Mais les fraternisations de février 1934 réalisées d'abord à la base⁴⁵, les luttes sociales menées en commun, la perception des fascismes comme un hyper-nationalisme identitaire totalement opposé au progressisme social universel (et à la dictature universalisante que beaucoup continuent de dénoncer en URSS) séparent radicalement la lutte contre le fascisme de la critique du régime communiste.

Le deuxième constat est que tous les éléments qui constituent ce « fascisme », surtout s'ils sont réunis ensemble, en font un courant politique susceptible de devenir extrêmement meurtrier. Les proclamations dénoncent constamment un immense péril susceptible de détruire tout ce qui importe, la vie, la sécurité des siens, la liberté, les valeurs les plus sacrées. La stratégie des antifascistes ne consiste donc pas seulement à dénoncer des régimes indéniablement fascistes et déjà installés, mais aussi à désigner les dangers de contamination dus à des formations plus ambiguës, potentiellement fascistes, au sein même des sociétés provisoirement à l'abri. À leurs yeux, tout un ensemble de courants nouveaux doués d'une immense force de séduction auprès des masses, tendant à détruire les valeurs individuelles et universelles, à se fabriquer des ennemis diabolisés, extérieurs ou intérieurs, à sacraliser la force et les chefs, représente déjà une menace d'importance vitale.

Pour les antifascistes d'alors, le nazisme représentait certes un des possibles – particulièrement barbare – auquel pouvait aboutir la vaste mouvance qu'ils

qualifiaient de « fasciste ». Mais, dans la stratégie qui était la leur, dire que cette mouvance n'est pas fasciste, mais seulement « autoritaire », c'était par le simple fait de cette classification la rejeter du côté des dangers politiques relatifs. C'est exactement le contraire que les antifascistes voulaient faire. Ils décelaient dans les traits communs de toutes ces formations un potentiel meurtrier capable de tout emporter, et nécessitant la plus extrême vigilance. C'est ce choix stratégique et non une quelconque incapacité à distinguer entre les différents types de régimes politiques qui leur fait donner à cet ensemble la dénomination de « fascisme ».

LE MONDE DES ESSENCES

Exhumer les paroles antifascistes et reconstituer leur cohérence, n'a pas qu'un intérêt purement historique. Cette manière d'envisager le fascisme, très éloignée de la nôtre, pourrait nous aider à prendre du recul vis-à-vis de nos propres modes de penser.

Pourquoi de nombreux historiens (suivis par de nombreux politologues, éditorialistes, etc.) sont-ils restés si sourds au point de vue antifasciste ? Sans doute parce que, attachés à leurs catégories classificatoires, ils n'ont pu prendre en compte la compréhension élargie du monde politique par les acteurs des mouvements antifascistes d'alors. Si les courants politiques se transforment sans cesse, s'infléchissent, se mélangent, comment les classer de façon certaine et durable ?

Certes, les travaux des historiens par leur souci du détail, de la précision, nuancent très souvent le point de vue typologique assez rigide qu'ils ont adopté. René Rémond lui-même peut décrire le régime franquiste comme un régime qui a « oscillé entre plusieurs influences » et qui aurait pu ajouter « une variété hispanique à l'exubérante collection des fascismes⁴⁶ ». Une formation politique peut donc être co-influencée par deux options représentant deux types de régimes politiques différents. Un système autoritaire peut engendrer un régime fasciste et réciproquement. La typologie de René Rémond, où les courants politiques se rangent sagement dans un type de régime bien déterminé et y restent, semble tout d'un coup ébranlée.

Mais même si la riche description du fascisme est souvent plus nuancée que ne le laissent supposer les cadres théoriques, ceux-ci subsistent et maintiennent une conception essentialiste des courants politiques comme l'a très bien vu Michel Dobry⁴⁷. Chaque régime politique a une nature particulière (démocratique, bonapartiste, fasciste, etc.) et son histoire se déploie comme une conséquence de cette nature particulière bien déterminée et séparée des autres. Il ne s'agit pas d'une simple description de la réalité, mais d'une construction de cette réalité. Celle-ci semble d'ailleurs souvent rétive à sa construction.

Dans *Notre avant-guerre* Brasillach raconte comment lui et ses amis circulaient de « L'Action française » à « Je suis partout », ainsi qu'au PPF (Parti

Populaire Français), et allaient rencontrer la Garde de Fer roumaine, les franquistes, les nazis, etc.⁴⁸. Il ne s'encombre pas de classification, plaçant le Portugal de Salazar près de l'Italie fasciste et de l'Allemagne. Il témoigne de la multiplicité et de la diversité des inspirations qui alimentaient son désir que se réalise la prophétie de Mussolini selon laquelle « le XX^e siècle sera le siècle du fascisme⁴⁹ ». Le fasciste, à travers ses pérégrinations, restitue une image de la mouvance fasciste assez proche de celle des antifascistes : se renouvelant sans cesse, sans frontière, assez imprévisible et contribuant dans sa diversité à l'éclosion d'un « esprit » fasciste⁵⁰.

Rien n'est plus éloigné de la description des historiens. Là, les courants politiques suivent une ligne continue et persévèrent dans leur être, fidèles au type qu'elles incarnent. François Furet affirme au détour d'une phrase que « Mussolini n'est pas essentiellement raciste⁵¹ ». Cela lui permet de l'opposer à Hitler, qui l'est, et de ranger, d'un côté, le nazisme et le communisme dans la même catégorie des régimes totalitaires et, de l'autre, d'en exclure l'Italie fasciste. Le remaniement classificatoire se heurte cependant à un problème, l'Italie n'est pas si manifestement raciste dans les premières années, mais ensuite elle le devient, notamment à partir de 1938. Conscient du problème, Furet ajoute une note minimisant l'antisémitisme des années d'avant-guerre, et surtout le présentant comme exogène, il ne serait que le résultat de la pression des Allemands. Cette légende⁵² préserve l'image d'une Italie fasciste « essentiellement » non antisémite.

Cet état d'esprit se lit dans des phrases du type de celle de Jacques Nobécourt : « De *Mein Kampf* aux premières étapes de l'extermination massive des adversaires de l'ethnie germanique [...] la ligne sera continue, en dépit de quelques interruptions⁵³. » Là où l'historien Ian Kershaw montre les novations, les infléchissements, les logiques diverses, qui aboutissent au nazisme, à la guerre et aux exterminations⁵⁴, Nobécourt ne voit qu'une ligne continue toute droite sortie de *Mein Kampf*.

L'*historisation* du fascisme et du national-socialisme entrepris par de nombreux historiens a permis de mettre en évidence les processus complexes, scandés d'étapes, de changements, de radicalisations et de bifurcations, qui ont présidé à leur avènement. Pierre Milza et l'historien américain Robert Paxton⁵⁵, pour prendre en compte l'apparition de phases nouvelles, ont introduit une description des processus fascistes par étapes. Cette innovation a effectivement permis de décrire les changements, les ruptures, mais ces étapes suivent une progression qui semble déterminée à l'avance et correspondre nécessairement à un type (le type fasciste). Malgré ces incontestables avancées, nous ne sommes pas encore sortis de la pensée essentialiste.

FASCISME ET ANTIFASCISME, DES CONCEPTS

La désaffection vis-à-vis de l'antifascisme n'était pas justifiée. Les antifascistes français se sont, certes, souvent trompés, égarés (le débat sur le pacifisme révélera de nombreuses contradictions), beaucoup d'entre eux ont eu tendance à traiter tous leurs adversaires de fascistes, l'antifascisme a pu être instrumentalisé, mais il n'a pas été que cela.

Face au danger de dictature d'extrême droite, de nombreux militants antifascistes ont tenté de cerner le mal qui risquait de les emporter. Leurs voix ont été multiples et s'exprimaient dans un ordre tout relatif, mais leurs idées-forces forment un ensemble cohérent. L'opération centrale au sein de cet effort collectif visant à penser cette mouvance fasciste et à agir sur elle a été la construction d'un concept de fascisme et en retour d'antifascisme pertinents et adaptés au contexte qui était le leur. Ce concept était assez large pour déceler les potentialités destructrices des nationalismes autoritaires susceptibles de dégénérer en dictatures extrêmes - par exemple le danger que représentaient certaines formations politiques qui ne s'étaient pas (encore ?) radicalisées, mais qui jouaient le jeu électoral, respectaient de nombreuses institutions, comme les fascistes italiens et les nazis au début de leur « carrière ». Cette notion de « fascisme » était assez souple (ne postulant aucune frontière étanche entre les mouvements, aucune nécessité de persévérer dans son essence, etc.), pour appréhender une réalité mouvante et soumise à la contingence. Enfin, cet élargissement du concept n'aboutissait pas à l'indifférenciation de toutes les tendances autoritaires.

Sont nommés fascistes les mouvements nationalistes autoritaires (culte de la force, des chefs, corporatisme, etc.) et identitaires (le rejet de l'individu, des valeurs universelles, la guerre contre un ennemi absolu de ce que nous sommes, tout cela au nom de la défense de la communauté nationale ou raciale, etc.)⁵⁶. L'antifascisme des antifascistes se définit, dans le même cadre de pensée, comme la défense des valeurs fondamentales de la démocratie, justement celles que le fascisme met en danger. Nous avons vu que c'est exactement cela qui constitue, pour des antifascistes comme Pierre Jérôme, le socle commun qui a réuni tous les antifascistes, en désaccord sur presque tout le reste. L'antifasciste ne fait donc pas que réagir, il défend positivement des valeurs et des acquis, politiques et sociaux, et il ne se contente pas de discourir, il scrute la réalité politique pour découvrir à temps les dangers « fascistes » (vigilance) et il les combat de toutes ses forces (résistance).

Ainsi, les antifascistes n'ont pas fait que crier des slogans, ils ont effectué un travail conceptuel adapté à leur stratégie politique concrète. Ils ont construit les concepts de fascisme et d'antifascisme. Ce travail conceptuel-pratique, élaborant des concepts originaux éloignés du consensus actuel, peut aider à en débusquer les *a priori*. Il est significatif qu'il puisse rejoindre certaines remarques critiques et

exprimer certaines nuances qu'un grand sociologue politique comme Juan José Linz introduit dans sa propre typologie⁵⁷.

Plus profondément, cette différence des concepts permet de les dénaturer. Le fascisme et l'antifascisme sont des catégories fabriquées, qui, à leur tour, reconstruisent la réalité en fonction du regard différencié qu'elles forment. Un article scientifique du journal *Le Monde* expliquait pourquoi on avait ignoré très longtemps l'existence de virus géants⁵⁸ : « depuis le milieu du XIX^e siècle, on a toujours détecté les virus en les faisant passer par des filtres de plus en plus petits. Les gros virus restaient donc bloqués avec les bactéries et n'étaient pas identifiés. » N'avons-nous pas regardé le fascisme et l'antifascisme avec des filtres qui ont retenu hors de notre vue des éléments utiles à connaître ? L'étude de l'antifascisme ouvre l'enquête.

NOTES

- ¹ Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte.
- ² Une exception : Serge Wolikow et Annie Belton-Ruget, *Antifascisme et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, Éditions universitaires de Dijon, 1998.
- ³ Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, p. 222.
- ⁴ René Rémond, *La droite en France de la première restauration à la V^e République* [1954], Paris, Aubier, 1968, p. 212.
- ⁵ Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire. Les origines du fascisme*, Paris, Seuil, 1983 et *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil 1983.
- ⁶ Ras l'front, *La résistible ascension de F. Haine. Petit manuel à l'image de ceux qui résistent au fascisme ordinaire*, Paris, Syllepse, 1994, p. 197-198. Maryse Souchar, Benamar Mediène, Jean Tabet, *Fascisme d'hier et d'aujourd'hui*, Salon du livre antifasciste, Gardanne, Paris, Les Éditions de l'atelier, 1998.
- ⁷ Pierre André Taguieff, *La République menacée*, Paris, Textuel, 1996, p. 51.
- ⁸ Pierre André Taguieff, « La rhétorique du national-populisme », *Cahiers Bernard Lazare*, juin-juillet 1984, et « La doctrine du national-populisme en France », *Études* 1, 1986, p. 27-46.
- ⁹ Pierre Milza, *Fascisme français, passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987, p. 433.
- ¹⁰ Henry Roussio (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Paris, Éditions complexe, 1999, p. 19.
- ¹¹ Notamment Serge Bernstein, « La France des années 30 allergique au fascisme, à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, avril 1984, p. 83-94 ; Pierre Milza, *Fascisme français, passé et présent*, op. cit. ; Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France* [1982, 1994], Paris, Seuil, 2004 ; Pascal Ory, *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2003 ; Philippe Burin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000 (P. Burin est un historien suisse édité en France).
- ¹² François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont, Calmann Lévy, 1994.
- ¹³ Cf. le plus récent manuel d'histoire consacré aux dictatures de la période : Johann Chapoutot, *L'âge des dictatures (1910-1945)*, Paris, PUF, 2008.
- ¹⁴ Robert Soucy, *Fascisme français ? 1933-1939* [1994], Paris, Autrement, 2004.
- ¹⁵ Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.
- ¹⁶ Emmanuel Mounier, *Œuvres 1931-1939*, Paris, Seuil, 1961, p. 224.
- ¹⁷ Léon Blum, « Conférence de l'Internationale ouvrière socialiste. 23 août 1933 », in *Cahiers Léon Blum (Naissance d'une coalition antifasciste, février 1934)*, n° 34, automne 2003, p. 17-33, ici : p. 20.
- ¹⁸ Cité par Gilles Vergnon, « Quel antifascisme ? Ordres du jour et mots d'ordre des manifestations républicaines de février 1934 », in *Naissance d'une coalition antifasciste*, op. cit., p. 99-111, ici : p. 109.
- ¹⁹ Emmanuel Mounier, *La trahison de Munich. E. Mounier et la débâcle des intellectuels*, Paris, CNRS, 2008, p. 30.
- ²⁰ « Vigilance », bulletin du CVIA cité par Nicole Racine-Furlaud, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes [1934-1939] », in Jean Bouvier (dir.), *La France en mouvement 1934-1938*, Paris, Champs Vallon, 1986, p. 298-322, ici : p. 300.
- ²¹ Léon Blum, « Le débat d'aujourd'hui. » (Le populaire 6 février 1934), in *Naissance d'une coalition antifasciste...*, op. cit., p. 35-47, ici : p. 39.
- ²² Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française...*, op. cit., p. 39.
- ²³ Robert Paxton, *Le fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004.
- ²⁴ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, op. cit.
- ²⁵ Robert Soucy, *Fascisme français ? 1933-1939* [1995], Paris, Autrement, 2004 ; Michel Winock, « Retour sur le fascisme français. La Roque et les Croix de feu », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2006, p. 2-27 ; Robert Soucy, « Réponse à Michel Winock sur le fascisme français », *Vingtième Siècle*, juin-septembre 2007, p. 219-236 ; Michel Winock, « En lisant Robert Soucy », *Vingtième Siècle*, juillet-septembre 2007, p. 237-242.
- ²⁶ Didier Lemaire, « Le mouvement Amsterdam-Pleyel dans le Loir et Cher ou l'application à la base

- de la stratégie d'union antifasciste », in *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, « 1934. Fascisme ou front populaire », n° 18, 1984, p. 101-121, ici : p. 104.
- ²⁷ Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française...*, op. cit. p. 63.
- ²⁸ Bruno Goyet, « La marche sur Rome : version originale sous-titrée. La réception des fascismes en France dans les années 20 », in Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française...*, op. cit., p. 69-105, ici : p. 84.
- ²⁹ *Ibid.*
- ³⁰ Emmanuel Mounier, *Œuvres I*, op. cit., p. 350.
- ³¹ Jacques Nobécourt, *Le colonel De la Roque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, p. 467.
- ³² Sur les différentes conceptions du fascisme au sein de l'antifascisme cf. Gilles Vergnon, « Quel antifascisme ? Ordres du jour et mots d'ordre... », op. cit., p. 103 sqq.
- ³³ Bruno Groppo, « Léon Blum. Conférence de l'IOS. 21-25 août 1933. Présentation », in *Naissance d'une coalition antifasciste*, op. cit., p. 13-15, p. 13.
- ³⁴ Cité par Nicole Racine-Furlaud, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes... », op. cit., p. 298.
- ³⁵ Cité par Antoine Prost, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », in Jean Bouvier (dir.), *La France en mouvement*, op. cit., p. 12-30, ici : p. 25.
- ³⁶ « *Les bourreaux du peuple* ». Chansons révolutionnaires avec l'orthographe du manuscrit, cité par Didier Lemaire, « Le mouvement Amsterdam-Pleyel dans le Loir et Cher », op. cit. p. 114.
- ³⁷ Léon Blum, « Conférence de l'Internationale Ouvrière Socialiste », op. cit., p. 21.
- ³⁸ Interventions de Pierre Jérôme et Georgette Guégan-Dreyfus au Congrès international des écrivains (Paris, juin 1935), in Sandra Teroni, Wolfgang Klein (dir.), *Pour la défense de la culture. Les textes du congrès international des écrivains, Paris, juin 1935*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005, p. 233 et 415.
- ³⁹ Intervention de Paul Nizan, *Pour la défense de la culture*, op. cit., p. 267.
- ⁴⁰ *Ibid.*, p. 512.
- ⁴¹ Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, p. 227.
- ⁴² Léon Blum, *Souvenirs sur l'affaire* [1935], Paris, Gallimard, 1981, p. 68-69 et 148.
- ⁴³ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, et « La vérité des formes juridiques », in *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, p. 538-646.
- ⁴⁴ Pierre Jérôme, *Pour la défense de la culture*, op. cit., p. 233.
- ⁴⁵ Antoine Prost, « Les manifestations du 12 février 1934... », op. cit., p. 27-28.
- ⁴⁶ René Rémond, *La droite en France*, op. cit. p. 214.
- ⁴⁷ Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française...*, op. cit., p. 36 sqq.
- ⁴⁸ Robert Brasillach, *Notre avant-guerre, une génération dans l'orage* [1941], notamment le chapitre VI, Paris, Le Livre de poche, 1992.
- ⁴⁹ *Ibid.*, p. 362.
- ⁵⁰ *Ibid.*
- ⁵¹ François Furet, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 303.
- ⁵² Cf. Marie Anne Matarad-Bonucci, *L'Italie fasciste et la persécution des juifs*, Paris, Perrin, 2007.
- ⁵³ Jacques Nobécourt, *Le colonel de la Roque*, op. cit., p. 173.
- ⁵⁴ Ian Kershaw, *Hitler*, Paris, Flammarion, 2000.
- ⁵⁵ Pierre Milza, *Fascisme français, passé et présent*, op. cit. et Robert Paxton, *Le fascisme en action*, op. cit., 2004.
- ⁵⁶ Sur les conceptions nationalistes identitaires : André Koulberg, *Les identités collectives : concept et stratégie (France-Allemagne) 1880-1945*, Thèse en Philosophie, sous la direction de Pierre Livet, Université Aix-Marseille 1, 2008.
- ⁵⁷ *Régimes totalitaires et autoritaires* [2000], Paris, Armand Colin, 2006, p. 328, 329.
- ⁵⁸ Stéphane Foucart, « Les virus vivants ? », *Le Monde horizon sciences*, 21 février 2009.